

LE DUEL TECHNOLOGIQUE ULTIME : LA DOMINATION MONDIALE EN JEU !

Lionel Tourtier GENERATIONS E.R.I.C

La confrontation entre les États-Unis et la Chine est trop souvent réduite à une guerre commerciale faite de droits de douane, de sanctions et de restrictions sur les chaînes d'approvisionnement. De plus, les commentaires tenus sont souvent caricaturaux envers l'une ou l'autre partie, sans oublier une certaine composante de mépris, en particulier envers la Chine.

En réalité, cette lecture est largement insuffisante. Le véritable affrontement se joue aujourd'hui sur un terrain bien plus décisif : la science, la technologie et, plus précisément, l'intelligence artificielle (IA). Cette course à l'IA n'oppose pas seulement deux puissances économiques, mais deux modèles de développement et deux visions de la puissance au XXI^e siècle. Derrière les discours sur l'innovation se cache une lutte pour la domination industrielle, la maîtrise des chaînes de valeur mondiales et, à terme, l'équilibre géopolitique global. Nous verrons que malheureusement, l'Europe, et en particulier l'UE, est cruellement absente, ce qui hypothèque beaucoup son avenir.

I - Deux stratégies opposées de l'intelligence artificielle

Les États-Unis : miser sur l'IA du futur

Les États-Unis ont historiquement été les pionniers du développement de l'intelligence artificielle. Leur stratégie repose sur une vision ambitieuse et de long terme : créer des modèles toujours plus puissants, comparables à un « méga-cerveau », capables de résoudre des problèmes scientifiques fondamentaux et de transformer la médecine, la biotechnologie ou encore la robotique avancée.

Cette approche se traduit par une domination écrasante en matière de financement privé. Les investissements annuels dans l'IA y atteignent environ 100 à 110 milliards de dollars, contre moins de 10 milliards pour la Chine. Sur la période 2013-2023, les investissements cumulés américains dépassent 335 milliards de dollars, soit plus de trois fois ceux de la Chine !

Les États-Unis conservent également un avantage stratégique décisif dans les infrastructures de calcul : près de 75 % de la puissance mondiale dédiée à l'IA, et une capacité en GPU de très haut niveau sans équivalent. Cette supériorité permet l'entraînement de modèles géants, mais à un coût financier colossal et avec des retombées économiques encore incertaines.

La Chine : l'IA comme outil industriel immédiat

À l'inverse, et comme d'autres domaines, la Chine adopte une approche profondément pragmatique. Pékin ne mise pas d'abord sur des promesses lointaines, mais sur un retour sur investissement rapide. L'IA est pensée comme un levier d'optimisation de la production, de la logistique et de l'industrie manufacturière.

Cette stratégie se reflète dans l'usage massif et déjà opérationnel de l'IA : plus de 80 % des entreprises industrielles chinoises déclarent utiliser l'IA dans leurs opérations, contre environ 65 % aux États-Unis. La Chine dépose également une part écrasante des brevets mondiaux en IA (environ 60 %) et publie plus de travaux scientifiques que n'importe quel autre pays, même si la qualité et l'impact restent variables.

L'objectif immédiat est clair : consolider le rôle de la Chine comme usine du monde, tout en la rendant plus rapide, moins coûteuse et plus autonome.

II - L'ère des « usines fantômes » et des plateformes portuaires automatisées

Automatisation massive et productivité extrême

La Chine est aujourd'hui le leader mondial incontesté de l'automatisation industrielle. Elle représente environ 54 % du marché mondial des robots industriels et installe chaque année près de 290.000 robots, soit sept fois plus que les États-Unis.

Dans de nombreuses usines, des opérations qui prenaient plusieurs minutes sont désormais réalisées en quelques secondes. Cette automatisation permet une production continue, 24h/24, avec un minimum de personnel et parfois sans éclairage permanent. C'est l'émergence des « usines fantômes », où l'intervention humaine devient marginale.

Ports, logistique et infrastructures intelligentes

L'intégration de l'IA ne se limite pas aux usines. Les ports chinois¹ sont devenus des plateformes hautement automatisées, capables de planifier des opérations complexes en quelques minutes là où il fallait auparavant une journée entière. Les effectifs y ont parfois diminué de près de 60 %, tandis que les salariés restants bénéficient de hausses de salaire liées à la montée en compétences.

Cette transformation confère à la Chine un avantage décisif dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, réduisant les délais, les coûts et la dépendance à la main-d'œuvre.

Une montée en puissance industrielle aux conséquences géopolitiques majeures

En quelques décennies, la Chine est passée de 6 % de la production mondiale en 2000 à une position dominante aujourd'hui, avec des projections pouvant atteindre près de 45 % d'ici 2030. Le rythme et l'ampleur de cette industrialisation sont sans précédent dans l'histoire moderne.

Cette dynamique représente un risque géopolitique majeur pour les États-Unis. Pékin renforce sa position dans les chaînes de valeur mondiales plus rapidement que Washington ne peut réagir. Les droits de douane et les sanctions apparaissent insuffisants face à une supériorité industrielle fondée sur l'automatisation et l'IA.

III - Les limites américaines face à l'expansion chinoise

Freins sociaux et désindustrialisation

Les États-Unis font face à des obstacles internes importants. Les syndicats, très puissants, s'opposent à l'automatisation massive de secteurs clés comme les ports, ralentissant l'intégration de l'IA dans l'économie réelle. L'Europe, du fait de son retard, ne connaît pas encore ces freins sociaux. À cela s'ajoute un processus de désindustrialisation avancé, qui limite la capacité à répliquer le modèle chinois.

¹ Cf. mon article publié sur Khiplace le 8 septembre 2025 : « *Souveraineté : l'Europe a perdu toute importance économique et politique* ».

Une IA coûteuse et sous perfusion publique

Parallèlement, les grandes entreprises américaines de l'IA réclament des subventions massives et un soutien accru de l'État pour financer semi-conducteurs, centres de données et infrastructures énergétiques. Malgré des valorisations spectaculaires, certaines affichent des pertes considérables et des retombées économiques encore limitées, alimentant le débat sur une possible bulle technologique².

Dans le même temps, les développeurs chinois progressent rapidement, notamment dans l'IA open source, où ils rivalisent désormais avec les acteurs américains en termes de diffusion et d'adoption.

IV – La militarisation de l'IA :

Dans le contexte actuel conflictuel et des menaces à venir, il semble nécessaire de réfléchir aussi au développement de l'IA en termes d'applications militaires. Cette réflexion doit prendre en considération tous les nouveaux développements que le conflit en Ukraine a révélés, non pas seulement dans l'usage des drones, mais également dans d'autres équipements militaires, forts nombreux. La courbe d'expérience joue nettement en faveur de la Russie, allié de fait à la Chine, mais aussi à d'autres pays partenaires, comme l'Iran et la Corée du Nord. A contrario, le grave retard de l'Europe, voire du Japon, n'aide pas les Etats-Unis.

L'avantage industriel de la Chine

L'IA n'est plus uniquement un outil d'aide à la décision ou de traitement de données. Elle devient un multiplicateur de force systémique, affectant :

- la production d'armements,
- la maintenance prédictive,
- la logistique militaire,
- la gestion des flux énergétiques,
- la résilience des infrastructures duales.

La Chine, en automatisant massivement ses chaînes de production civiles, se dote de capacités facilement convertibles en production militaire à grande échelle.

Les vulnérabilités américaines et occidentales

Malgré une supériorité technologique indéniable, les États-Unis présentent plusieurs faiblesses stratégiques :

- Dépendance excessive à des infrastructures de calcul centralisées
- Fragilité des chaînes logistiques industrielles
- Opposition sociale à l'automatisation dans des secteurs critiques
- Désindustrialisation avancée limitant la montée en cadence en temps de crise

La supériorité informationnelle ne garantit plus la supériorité stratégique sans base industrielle robuste. Et c'est là que le bât blesse.

² Voir La Tribune du 18 décembre 2025 : « Oracle perd 400 milliards en 4 mois : la bulle de l'IA face au choc de rentabilité »

Implications doctrinales

Puisque l'Occident, en particulier l'Europe, parle de façon bien imprudente selon nous de « guerre à l'horizon 2030 », cette évolution imposerait pour les forces armées occidentales plusieurs mesures directrices :

- une redéfinition de la notion de « supériorité technologique »,
- l'intégration de l'IA dans la planification industrielle de défense,
- le renforcement des capacités de production automatisée duale,
- une réflexion sur la résilience industrielle comme facteur de dissuasion.

Apportons quelques précisions. La supériorité technologique ne peut plus être définie uniquement par la sophistication des systèmes, la qualité des capteurs, la performance des algorithmes. Elle doit intégrer, la capacité de production en volume, la rapidité d'adaptation des chaînes de production, la durabilité logistique. Il faut aussi assurer une résilience industrielle en se dotant d'une capacité à absorber des chocs initiaux, à reconstituer rapidement les stocks et à maintenir un effort industriel soutenu. Dans ce cadre, l'IA appliquée devient ainsi un pilier de la dissuasion crédible.

Quoiqu'en disent les responsables militaires, notamment ceux de l'OTAN, le compte n'y est pas et le retard accumulé est pour le moins préoccupant, car l'innovation crée l'innovation, avec des effets cumulatifs. L'experte militaire brésilienne, Patricia Marins, a parfaitement résumé la problématique qui se pose³ à l'Europe et particulièrement à la France :

- 1.200 milliards seraient nécessaires pour les seules infrastructures énergétiques, afin de rendre l'Europe résiliente face à un conflit majeur.
- 3.000 milliards (soit 10 % du PIB européen⁴) constitueraient l'enveloppe globale de rattrapage, incluant l'industrie militaire, les capacités de défense, la logistique, les munitions, les drones, l'entraînement, la cybersécurité et la reconstitution des stocks stratégiques.

Or que constatons-nous en Europe ? Que l'industrie allemande commence à fermer ses usines et à délocaliser ses productions, soit en Chine, soit aux Etats-Unis pour bénéficier des mesures de « l'Inflation Reduction Act ». Que la France reste un pays dont l'économie est à 75 % tertiaisée, avec une désindustrialisation qui se poursuit, malgré des mesures de soutien réelles. Que la Grande-Bretagne ne survive que par son pôle financier de la City, etc. Par conséquent, malgré les exhortations de l'OTAN, le compte n'y est pas.

Quelle leçon tirer de ces constats sans appels ? Il s'avère que le prochain conflit de haute intensité ne se gagnera pas uniquement par la qualité des systèmes d'armes, mais par la capacité à produire, réparer et adapter ces systèmes à grande échelle et dans la durée. Dans ce cadre, l'IA devient une arme stratégique indirecte, et la Chine, sur ce point, semble avoir pris une avance significative.

³ Cf l'article publié sur Khiplace le 11 décembre 2025 : « *Préparer l'Europe à une guerre contre la Russie : le débat qui divise* ».

⁴ Il faut savoir que pour chaque augmentation de 1 % des dépenses de défense, l'on doit prendre en compte une hausse de 0,5 % des coûts d'énergie.

V – La cruelle faiblesse technologique de l’UE et le risque de décrochage stratégique⁵

Ainsi que l’écrivait l’expert Nicolas Colin⁶ en février dernier, « *Un sommet de l’IA à Paris ne fait pas le printemps : la France et l’Europe sont à la traîne en matière d’économie numérique.* »

Au cours des années 2010, l’Europe a sérieusement tenté de rivaliser avec les États-Unis et la Chine dans l’économie numérique mais les résultats sont pour le moins très maigres. Pour l’expert, la cause principale serait la « fragmentation ». Contrairement aux entreprises américaines, qui surmontent facilement les différences de réglementation d’un État américain à l’autre, l’Europe est compartimentée par des barrières plus difficiles à franchir : la culture et la langue. S’y ajoutent sans doute deux autres causes : la prolifération des normes imposée par un appareil bureaucratique européen largement mis en cause ces dernières années ; la timidité des investisseurs pour mettre du capital à moyen et long terme dans des domaines mal maîtrisés et dont l’évolution technique est très rapide.

L’Europe apparaît comme un acteur périphérique face au duel Sino-américain

Ni leader technologique de rupture, ni puissance industrielle automatisée à grande échelle, l’Union européenne se trouve prise en étau entre deux modèles qu’elle ne parvient ni à égaler ni à combiner. Ce qui est préoccupant, c’est que ce décrochage n’est pas conjoncturel : il est structurel, fruit de choix politiques, économiques et sociaux accumulés sur plusieurs décennies.

Faible présence dans l’IA de pointe et dans l’infrastructure de calcul

L’Europe est quasi absente des grands modèles d’IA généralistes, des infrastructures de calcul de classe mondiale, de la chaîne de valeur des semi-conducteurs avancés. En outre, elle dépend : des plateformes américaines pour le cloud et l’IA, des chaînes asiatiques pour les composants critiques.

Un retard industriel aggravé par l’automatisation

Ainsi que nous l’avons souligné, du fait de sa désindustrialisation qui remonte aux années 1990 (« *fabless company* »), l’Europe n’est plus une puissance industrielle de volume. Elle va l’être encore moins avec la crise industrielle en Allemagne.

Alors que la Chine automatise massivement son industrie et où les États-Unis cherchent à relocaliser stratégiquement (que ce soit sous l’ère Biden ou celle aujourd’hui de Trump), l’Europe ne contrôle plus la production de masse, condition indispensable à l’industrialisation de l’IA. Son industrie reste coûteuse, fortement réglementée, courant deux lièvres à la fois du fait de l’impératif fixé par la Commission européenne d’une transition énergétique qui n’est pas en soi un facteur concurrentiel face aux puissances émergentes.

Elle s’automatise trop lentement, en particulier dans les PME, et elle externalise encore une large part de sa production. Bien que l’Allemagne, l’Italie ou la France conservent des savoir-faire industriels, l’Europe installe bien moins de robots industriels que la Chine, peine à généraliser les modèles de production ultra-automatisés, et subit une forte résistance sociale à l’automatisation.

⁵ Voir mon article dans LinkedIn : « *Les industries du futur gagnent du terrain en Chine : mais qu’en est-il de la France ?* »

⁶ « *Le décrochage technologique européen, fatalité ou sursaut ?* » site « La Grande conversation ».

Certes, l'Europe innove, mais en réalité, elle n'industrialise pas à l'échelle requis pour acquérir un vrai positionnement concurrentiel face aux Etats-Unis et à la Chine, voir à l'Inde désormais.

Une double dépendance technologique

Ce qui est préoccupant, c'est que l'Europe est dépendante à la fois des Etats-Unis et de la Chine. Vis-à-vis des Américains, l'Europe dépend structurellement des clouds, des modèles d'IA, des infrastructures logicielles et numériques. Cette dépendance a comme conséquence principale une perte de contrôle sur les données, le nerf de la guerre dans l'économie numérique. S'y ajoutent une exposition juridique (extraterritorialité du droit américain), c'est-à-dire une vulnérabilité stratégique en cas de tensions transatlantiques.

En ce qui concerne la Chine, l'Europe reste dépendante pour les produits manufacturés, les équipements industriels, certaines technologies intermédiaires.

La politique improductive du « bâton normatif »

En résumé, l'Europe consomme ce qu'elle ne produit plus et régule ce qu'elle ne maîtrise plus, en prononçant, en outre, des menaces de sanctions envers certains pays clefs.

En fait, l'Union européenne s'est imposée comme une puissance réglementaire (RGPD, AI Act, DSA, DMA, etc.), mais cette force normative repose sur une base industrielle et technologique insuffisante. Par conséquent, cette situation crée un paradoxe : l'Europe édicte des règles, mais dépend d'acteurs étrangers pour les technologies régulées. Cela conduit à un double risque : soit une perte d'attractivité technologique ; soit une adaptation des règles européennes aux standards imposés par les puissances dominantes.

Dans ce prolongement, soulignons que la diplomatie de l'UE est, selon notre avis personnel, une suite de maladresses et de bévues⁷. Prenant l'exemple d'une Eurodéputée française habituée à donner des leçons à tout le monde, le très sérieux journal suisse le Temps avait titré : « *La diplomatie de la gaffe* » ... Ce n'est pas faux.

Déclassement économique progressif de l'Europe par érosion de son autonomie stratégique

L'Europe perd sa capacité à décider librement de ses politiques industrielles, faute de maîtriser les infrastructures numériques, l'IA de pointe, la production automatisée. De plus, elle a perdu tout ou partie de la capacité à protéger ses données stratégiques. Et sa dépendance l'empêche de garantir la continuité de ses activités critiques. De fait, sa souveraineté technologique devient déclarative plutôt qu'opérationnelle.

Le risque d'une telle situation n'est pas un effondrement brutal, mais un déclassement lent, une situation qui semble être amorcée désormais. Cela se démontre par une perte de compétitivité industrielle, une spécialisation dans des secteurs à faible valeur ajoutée, une dépendance croissante aux importations technologiques. La conséquence à terme se retrouvera dans une croissance faible, une pression accrue sur les finances publiques et une fragilisation du modèle social européen. Dans cette perspective, considérer que les dépenses de la Défense doivent être financées par une réduction

⁷ On lira avec intérêt l'article de François Gave, publiée le 15 mai 2024 dans la Revue Telos : « *Réflexions sur l'aveuglement diplomatique* ».

de la protection sociale me semble, socialement et politiquement, la meilleure façon d'instaurer le populisme dans les différents Etats membres.

L'Europe face à un choix existentiel

L'Europe n'est pas simplement en retard, en particulier au plan technologique et industrielle : elle est en train de sortir du cœur de la compétition mondiale. Dans un monde où l'intelligence artificielle devient l'infrastructure invisible de la puissance, l'absence de base industrielle automatisée et de souveraineté numérique condamne toute ambition stratégique.

Deux trajectoires s'offrent désormais à l'Europe.

Soit le choix d'accepter un rôle de puissance normative secondaire, dépendante technologiquement et économiquement de deux puissances dominantes : les Etats-Unis d'un côté, la Chine de l'autre.

Soit le courage d'engager une rupture stratégique, fondée sur une réindustrialisation massive, une automatisation assumée, des investissements concentrés et souverains, une coordination politique renforcée. Toutefois, cela suppose la remise à plat du pacte européen, car l'expérience d'une conception fédéraliste de l'UE dans la pratique a montré ses limites : divergences sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, défense de certains intérêts industriels par un Etat membre dominant, situation identique dans la relance de l'industrie de l'armement, y compris l'aéronautique, etc. Face à ce constat, ne vaudrait-il pas mieux favoriser des projets stratégiques dans le cadre d'une Europe des nations, y compris en limitant la participation à ces projets à un nombre limité d'Etats membres prêt à jouer un jeu collectif, et sans arrière-pensées suprématistes ? Le débat mériterait d'être posé.

Sans cette rupture et sans réunir les conditions de réussite de celle-ci, l'Europe risque de devenir non pas un acteur du XXI^e siècle technologique, mais un marché régulé au service des puissances qui, elles, produisent et dominent.

Deux formes de puissance, un affrontement décisif et une Europe spectatrice

Pour conclure, reconnaissons d'abord que le duel technologique sino-américain ne se résume pas à une question d'innovation, mais à une opposition entre deux formes de puissance :

- Les États-Unis dominent l'IA comme technologie du futur, fondée sur la recherche de pointe, la puissance de calcul et les modèles géants.
- La Chine domine l'IA comme outil industriel du présent, intégrée au cœur de la production, de la logistique et des infrastructures.

Si Pékin parvient à consolider durablement sa supériorité technologique dans l'économie réelle, son poids dans le commerce mondial deviendra écrasant, exerçant une pression insoutenable sur la base industrielle américaine.

Dans ce scénario, ni les droits de douane ni les politiques de relance industrielle promises ne suffiraient à inverser la tendance. De plus, sa supériorité technologique et industrielle la positionnera aussi comme une puissance militaire de premier plan, largement supérieure à celle des Etats-Unis, et ce d'autant plus que son réservoir humain est bien plus important et engagé que celui des Américains, aux prises avec de nombreux problèmes de conscription.

Au-delà de l'intelligence artificielle, c'est bien la capacité à transformer l'innovation en puissance industrielle qui déterminera le vainqueur de ce duel stratégique du XXI^e siècle.

Dans cette perspectives, l'Europe risque d'être le grand perdant, à moins d'avoir l'audace de réformer le cadre de l'UE en profondeur.

Si l'on veut faire montre d'un peu de lucidité et de pragmatisme, et pourquoi pas de courage, l'on pourrait aussi s'interroger sur la politique à mener par l'Europe à l'égard des puissances émergentes, en particulier les BRICS. A un moment donné, il faut regarder les choses en face et se rappeler la sagesse d'un vieil adage : « *Si tu ne peux vaincre un ennemi, fais-en ton allié, ton partenaire* ».

Plutôt que de ne penser à la guerre, sans d'ailleurs en avoir les moyens, à part choisir l'holocauste nucléaire, ne faudrait-il pas œuvrer pour une gouvernance mondiale ? Une gouvernance où l'on pourrait partager les progrès technologiques, tout en y apportant des considérations démocratiques et éthiques ?